

RCS : BESANCON

Code greffe : 2501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BESANCON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1979 B 00044

Numéro SIREN : 315 401 679

Nom ou dénomination : COTEB CODIEL

Ce dépôt a été enregistré le 22/02/2023 sous le numéro de dépôt 696

COTEB CODIEL

Société par actions simplifiée au capital de 500 000 euros

Siège social : 15 rue des Longues Raies 25220 THISE

315 401 679 RCS BESANCON

STATUTS



Certifiés conformes
Le Président
Ludovic CHOLLETON

Mise à jour au 01/01/2023 : Modification de la dénomination sociale

ARTICLE 1 - FORME

Il a été formé par la propriétaire des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir applicables aux sociétés par actions simplifiée, ainsi que par les présents statuts.

La Société ne peut en aucun cas faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par Actions Simplifiée.

A tout moment, l'associé unique peut s'adjoindre un ou plusieurs associés.

Dans ce cas, le caractère pluripersonnel de la société pourra se rétablir sans que la forme sociale en soit modifiée.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : « **COTEB CODIEL** », en abrégé « COTEB »

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "SAS".

ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL

La Société a pour objet notamment, en France et à l'étranger :

- Tous travaux et prestations d'étude, d'ingénierie, d'installation et de maintenance dans les domaines de l'électricité industrielle et de bâtiment, la fabrication d'armoires électriques et serrurerie, le chauffage, la climatisation, ainsi que toutes activités annexes se rapportant à celles-ci-dessus et la vente de matériel s'y rapportant.

Pour réaliser cet objet, la société pourra :

- Créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer et exploiter, directement ou indirectement, tous établissements industriels ou commerciaux, toutes usines, tous chantiers et locaux quelconques, tous objets mobiliers et matériel, obtenir ou acquérir tous brevets, licences, procédés et marques de fabrique, les exploiter, céder ou apporter, concéder toutes licences d'exploitation en tous pays.
- Et généralement, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement ou être utiles à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Elle pourra agir directement pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en association ou participation ou société avec toutes autres sociétés ou personnes, réaliser

directement ou indirectement en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations rentrant dans son objet.

Elle pourra prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé **15 rue des Longues Raies 25220 THISE**.

Il peut être transféré en tout autre lieu en France par une simple décision du Président, qui est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit jusqu'au 26 mars 2078.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision du ou des associés statuant sur le rapport du Président de la Société.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **CINQ CENT MILLE EUROS (500 000 €)**.

Il est divisé en 2 500 actions de 200 (deux cent) € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, et intégralement souscrites.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par décision de l'associé unique ou le cas échéant, par décision collective des associés, statuant sur le rapport du Président de la Société.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 8 - DROITS ATTACHES A CHAQUE ACTION

Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, toute action donne droit dans les bénéfices, les réserves et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

En cas de pluralité d'associés et chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de ses/leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts de la société et aux décisions de l'associé unique.

ARTICLE 9 - FORME ET TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Les actions sont inscrites au compte de leur propriétaire tenu par la Société, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Les actions sont librement négociables.

Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement.

Ce mouvement est inscrit sur un registre, tenu chronologiquement dénommé "Registre des Mouvements".

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Les actions souscrites en nature lors d'une augmentation de capital, doivent être obligatoirement libérées de la totalité de leur valeur nominale et de la totalité du montant de la prime d'apport.

Les actions souscrites en numéraire lors d'une augmentation de capital, doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale et de la totalité du montant de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés en ce qui concerne le capital initial, ou du jour où

l'augmentation de capital est devenue définitive, en une ou plusieurs fois sur appel du Président.

ARTICLE 11 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne connaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées par un mandataire unique ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner judiciairement un mandataire chargé de les représenter.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant l'affectation des dividendes et au nu-propriétaire dans les autres cas.

ARTICLE 12 - PRESIDENT ET DIRECTEURS GENERAUX

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

Le Président est désigné par décision de l'Associé unique ou, le cas échéant, par décision collective des associés, pour une durée illimitée. S'il s'agit d'une personne morale, elle devra désigner son représentant.

Les fonctions de Président prennent fin soit par sa démission, soit par sa révocation prononcée par décision de l'Associé unique ou, le cas échéant, par décision collective des associés, soit encore par son incapacité ou son interdiction de gérer, soit par son décès ou s'il s'agit d'une personne morale par sa dissolution, ou la transformation ou dissolution de la Société.

Le Président pourra informer de sa volonté de démissionner à tout moment, et sa démission ne prendra effet qu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires, ou par la prochaine décision en cas d'associé unique.

La révocation du Président n'a pas à être motivée et ne peut donner lieu à quelque indemnité que ce soit.

En cas de vacance des fonctions du Président, les associés ou l'associé unique assume les fonctions de Président jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Sur la proposition du Président, le ou les associés peuvent, aux conditions de majorité prévues à l'article 16 ci-après, nommer un ou deux Directeurs Généraux pour une durée illimitée.

Les fonctions du ou des Directeurs Généraux, prennent fin, soit par incapacité, soit par démission, soit encore par révocation qui peut intervenir à tout moment par décision collective des associés ou par décision de l'Associé unique, le cas échéant.

Le Directeur Général pourra informer de sa volonté de démissionner à tout moment, et sa démission ne prendra effet qu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires, ou par la prochaine décision en cas d'associé unique.

La révocation du ou des Directeurs Généraux n'a pas à être motivée et ne peut donner lieu à quelque indemnité que ce soit.

En cas de démission ou de révocation du Président, le ou les Directeurs Généraux conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Président et, le cas échéant, le ou les Directeurs Généraux, peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs à une ou plusieurs personnes de leur choix, lesquelles pourront à leur tour procéder à des subdélégations totales ou partielles.

ARTICLE 13 - POUVOIRS DU PRESIDENT ET DES DIRECTEURS GENERAUX

Le Président, et le cas échéant le ou les Directeurs Généraux, sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et, sous réserve des attributions exercées collectivement par le ou les associés, conformément à l'article 16 des Statuts.

Les décisions de nomination du Président pourront prévoir des restrictions de pouvoirs.

La société est engagée même par les actes du Président ou du ou des Directeurs Généraux qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les limitations aux pouvoirs des dirigeants contenues dans les présents statuts ou déterminées en application des stipulations des présents statuts sont opposables aux tiers et ne peuvent être invoquées par eux.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU ASSOCIÉS

Le Président et les dirigeants doivent aviser le commissaire aux comptes, par tout moyen, des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre (i) eux-mêmes, l'un des associés disposant d'une fraction du droit de vote supérieure à 10 % ou la Société contrôlant une Société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, et (ii) la Société. Le commissaire aux comptes, s'il existe, présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires lors de l'approbation des comptes de l'exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement pour le Président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Par dérogation aux dispositions prévues au présent article, lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des procès-verbaux des conventions visées par les dispositions en vigueur.

Lorsque la Présidence de la société n'est pas assumée par l'Associé Unique, de telles conventions sont soumises à l'autorisation préalable de l'Associé Unique.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne font pas l'objet d'un rapport spécial et ne sont pas communiquées au commissaire aux Comptes, s'il en a été désigné un, et aux associés de la Société.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRE AUX COMPTES - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

15.1 Le commissaire aux Comptes est nommé par le ou les associés conformément aux dispositions législatives. Il exerce sa mission de contrôle conformément à la loi.

Un commissaire aux comptes suppléant sera nommé si les conditions requises par les dispositions législatives sont remplies ou si le ou les Associé(s) le décide.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés conformément aux dispositions légales.

Le commissaire aux comptes doit être convoqué par lettre recommandée avec avis de réception à toutes les décisions des associés prises en assemblée générale, quelque soient les résolutions devant être prises, au plus tard lors de la convocation des associés ; étant précisé que pour les décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui ne sont pas prises en assemblée générale, la convocation du commissaire aux comptes sera remplacée par une information à son profit selon les conditions et modalités mentionnées à l'article 17 ci-dessous lui permettant d'assurer pleinement sa mission.

15.2 Le cas échéant, les délégués du Comité social et économique exercent les droits définis par le Code du travail auprès du Président.

ARTICLE 16 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Relèvent de l'associé unique, ou le cas échéant de la collectivité des associés, les décisions suivantes :

- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération et révocation du Président et du Directeur Général ;
- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats ;
- approbation des conventions réglementées conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés, telles que visées à l'article 14 ;
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- modification des Statuts, sauf transfert du siège social qui relève de la compétence du Président ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;

- la prise de participation ou de contrôle, la cession de toute participation dans toute société, groupement ou personne morale quelconque ;
- l'acquisition et la vente de fonds de commerce, la prise ou la mise en location-gérance du fonds de commerce ;
- l'octroi de prêts à tous tiers ;
- l'octroi de cautions, avals et garanties en faveur de tiers.

En cas de pluralité d'associés, pour toute décision collective, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout après déduction des actions privées du droit de vote en application des dispositions légales.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les associés ne délibèrent valablement que s'ils possèdent ou représentent au moins la moitié des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Les associés statuent à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

Toutefois, doivent être prises à l'unanimité, les décisions suivantes relatives :

- à la transformation de la Société en Société en nom collectif ainsi que le changement de nationalité de la Société ;
- à la prorogation ou dissolution de la Société ;
- à l'adoption ou à la modification des clauses statutaires relatives :
 - à l'inaliénabilité temporaire des actions ;
 - aux clauses limitatives de cession ou transmission des actions (agrément, préemption, etc...) ;
 - à l'exclusion d'un associé ;
 - aux conséquences du changement de contrôle d'une Société associée.

Les décisions autres que celles ci-dessus mentionnées sont de la compétence du Président.

ARTICLE 17 - MODES DE CONSULTATION – ASSEMBLÉES GENERALES

17.1 - En cas d'associé unique

Tant que la Société ne comprend qu'un associé unique, celui-ci doit se prononcer sous la forme de décisions unilatérales. L'associé unique doit prendre personnellement ces décisions, il ne peut pas déléguer les pouvoirs qui relèvent de la compétence des associés (tels que définis à l'article 16 ci-dessus) à un tiers.

Lorsqu'une décision requiert l'intervention préalable du commissaire aux comptes, l'associé unique devra l'informer de ses décisions en temps utile pour qu'il puisse accomplir sa mission.

Les décisions de l'associé unique devront être répertoriées dans un registre, conformément aux dispositions en vigueur.

17.2 - Pluralités d'associés

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises à l'initiative et sur convocation du Président et, à défaut, à la demande de tout associé.

Les décisions collectives peuvent être prises, au choix du Président :

- soit par consultation en assemblée générale des associés réunie au besoin par conférence vidéo ou téléphonique, ou par tout autre moyen de télécommunication, dans la mesure où le moyen retenu permet l'identification des associés participation et la retransmission continue et simultanée des délibérations,
- soit résulter du consentement unanime de tous les associés exprimé par leur signature dans un acte sous seing privé ou notarié;
- soit par consultation écrite des associés par correspondance, par télécopie, par visioconférence, ou tous autres moyens de télécommunication (électroniques....).

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

17.2-1 Consultation en assemblée

Lorsque les décisions collectives sont prises par consultation en assemblée, les associés se réunissent au siège social de la Société ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation des associés, et le cas échéant du commissaire aux comptes, à l'assemblée est effectuée par tous moyens de communication écrite cinq jours au moins avant la date de la réunion et mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'assemblée peut se tenir sans délai si tous les associés y consentent. Elle peut aussi se réunir valablement sur convocation verbale si tous les associés sont présents ou dûment représentés.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société ou par un Directeur Général, ou en leur absence, par un associé désigné par l'assemblée.

17.2-2 Consentement unanime

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, ce dernier doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial.

17.2-3 Consultation écrite

Lorsque la décision est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées est adressé par le Président à chaque associé et au commissaire aux comptes, par correspondance, par télécopie ou tous autres moyens électroniques en même temps que le formulaire de vote par correspondance, accompagné de son rapport et le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes.

Dans le cas où la décision envisagée des associés nécessite l'intervention préalable du commissaire aux comptes, celui-ci est informé en temps utile des décisions envisagées pour qu'il puisse accomplir sa mission

Les associés disposent d'un délai de cinq jours suivants la réception de ces documents pour adresser au Président leur acceptation ou leur refus, également par correspondance ou par tous moyens électroniques. Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé la ou les résolutions proposées. Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du Président des informations complémentaires.

ARTICLE 18 - PROCES-VERBAUX

Les décisions de l'associé unique sont constatées par des procès-verbaux signés par ce dernier.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont constatées par des procès-verbaux qui indiquent le mode de consultation, le cas échéant, le lieu et la date de la réunion, l'identité des associés présents et de leurs mandataires, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et au moins un associé.

Les procès-verbaux sont consignés sur un registre spécial conforme aux dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 19 - ANNEE SOCIALE

Chaque exercice social, d'une durée d'une année, commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Par exception, le premier exercice social commencera à la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des sociétés pour se terminer le 31 décembre de l'année en cours.

ARTICLE 20 - COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, le Président établit un inventaire et les comptes annuels qui sont mis à la disposition du commissaire aux comptes et des membres du Comité social et économique, conformément à la loi avant la décision unilatérale de l'Associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, avant la réunion de l'Assemblée ou la consultation par correspondance.

Le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice et la situation de la Société établi par le Président dans les conditions prévues par la loi, est également tenu à la disposition du commissaire aux comptes et aux membres élus du CSE.

Tous ces documents sont adressés ou communiqués à l'associé ou aux associés ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

Ils sont établis chaque année, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation.

ARTICLE 21 - REPARTITION DES BENEFICES - RESERVES

Le bénéfice net est défini par la loi.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des Statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Après approbation des comptes et constatation du bénéfice distribuable, le ou les associés déterminent la part attribuée à le ou aux associés sous forme de dividende ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi, ou de le reporter à nouveau.

Le ou les associés peuvent décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable.

ARTICLE 22 - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Sauf prorogation régulière ou cas de dissolution anticipée, la Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire.

En cas de réunion entre les mains d'un seul associé de toutes les actions composant le capital de la société, les dispositions relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Ainsi, lorsque la Société ne comporte qu'un associé, la dissolution de la Société, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément aux dispositions légales en vigueur relatives à la dissolution, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

En cas de pluralité d'associés, à la dissolution de la Société, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par la collectivité des associés, aux conditions de quorum et de majorité prévues ci-dessus à l'article 16.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable et ce dans l'intérêt de la Société. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

La nomination du liquidateur met fin aux fonctions du Président et du/des Directeurs Généraux.

Le ou les associés peuvent l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital

ARTICLE 23 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient, soit entre la Société et le ou les associés, soit, le cas échéant, entre les associés eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.